L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 26 NOVEMBRE 1881. 55me Année.

Bushnell, Bonner & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 26 NOVEMBRE 1881

VENTE A L'ENCAN.

Par J. V. Gourdain, au No 56 rue Royale, un et demi cigares, tabac à fumer : canot, un chevral, un wagon et un jeu de harnais.

Estimation des terres dans les campagnes.

Il n'est là un sujet dont s'occupent maintenant beaucoup de journaux dans toutes les parties de l'Etat, et qui inspire de l'espoir et de la crainte tout à la fois, de l'espoir pour les propriétaires dont les biens sont estimés trop haut, et de la crainte pour les propriétaires dont les biens sont estimés trop bas. Les premiers désirent un changement, les seconds n'en désirent aucun, et comme tous contribuent de leurs votes à l'élection des membres des deux chambres, ces représentants, voulant plaire aux uns et ne voulant par déplaire aux autres, pouvant se trouver dans un véritable embarras lorsqu'il s'agira de résoudre des questions d'égalisation dans l'assiette des taxes.

Nous modérerons cependant l'excitation qu'a fait naître la convocation de la Législature en session extraordinaire, en disant que le programme des travaux de cette session ne contient rien de relatif à l'assessement des propriétés foncières ; il s'agit seulement de taxes de licences, ce qui concerne plutôt la ville que les campagnes. C'est dans la fixation des licences que la grande difficulté existe et nous dans l'assessement des capitaux dormants ou engagés dans les affaires. L'officier public, préposé à l'enregistrement de ces valeurs, ne peut que très difficilement arriver à une appréciation exacte, à moins de se livrer à des recherches qui demanderaient tout à la fois beaucoup de temps et d'habileté.

Nous avons déjà expliqué que la dernière loi divisait les licences en 11 classes et qu'il était toujours très facile aux négociants de se ranger dans la classe immédiatement inférieure à celle où, à raison de leurs affaires, ils devraient être inclus. Naturellement, chaque négociant tâche d'échapper au maximum de la licence parce qu'il sait que tous les autres négociants ou marchands tâcheront d'en faire autant. Si quelques-uns d'entre eux faisaient différemment, et si, dans leurs déclarations, ils comprenaient tous leurs revenus, ou, pour employer les expressions de la loi, toutes leurs recettes, ils seraient certainement victimes de leur bonne foi, car les autres pourraient ne pas agir avec la même simplicité ni avec la même délicatesse. En conséquence, on ne faisant que des déclarations partielles, ils établissent entre eux l'uniformité et l'égalité que recommande la constitution, mais ils font perdre à l'Etat et à la ville une grande partie de leurs revenus.

Pour remédier à ce grave inconvénient, il faudrait donner aux autorités locales le moyen d'arriver à la juste estimation des recettes commerciales, afin de ranger les négociants dans la classe à laquelle ils appartiennent sans avoir égard à leurs déclarations personnelles. Or, voilà le point difficile. Nous avons suggéré la multiplication des classes, mais non comme un moyen absolu d'atteindre à la juste appréciation recherchée, car s'il faut toujours s'en rapporter aux déclarations des contribuables sujets à la taxe de licence, rien ne les empêcherait de se mettre à dix et vingt classes au-dessous de celles à laquelle ils appartiennent réellement, ce dont le trésorier de l'Etat n'aurait pas lieu de se féliciter plus qu'aujourd'hui, puisque les mêmes grandes sociétés commises. Il en résulterait que les mêmes pertes, chaque négociant ayant grand soin de déterminer la licence à laquelle il veut bien se soumettre.

C'est donc là une question très épineuse que le Gouverneur a soumise aux délibérations des Chambres, et nous n'avons aucl espoir qu'elle soit résolue d'une manière effective. Mais cette refonte de la loi sur les licences, concerne la loi du revenu tout entier. Si l'on touche au système établi pour l'estimation des licences, on peut toucher aussi au système établi pour l'estimation des propriétés foncières, et là encore une échelle de proportion exigera difficile à établir d'une manière équitable. Toutefois, les propriétés foncières étant appartenir, et leur étendue étant fixée par des actes publics et authentiques, il semblerait que cette estimation, livrée à la discrétion de l'assesseur, doit lui être comparativement facile et que rien n'empêche qu'elle soit portée au chiffre réel des valeurs imposables.

Dans les vieux pays, où l'on trouve la population disséminée partout, on est arrivé, pour la fixation des taxes, à un point de régularité qu'on ne saurait atteindre dans les pays nouveaux, où les habitants sont rares et où les communications sont difficiles. En France, il y a un cadastre qui divise les terres en trois classes principales, et à ce cadastre on ne change rien dans le cours d'un siècle. Ainsi les officiers qu'on appelle en ce pays des assesseurs, se livrant chaque année à des opérations laborieuses et changeantes, n'existent pas en France. Nous ne doutons pas qu'il n'y ait pas là des irrégularités comme ailleurs, et, de temps à autres, les contribuables adressent des réclamations aux mon-préfets qui les communiquent aux conseils d'arrondissement, et qui les adressent ensuite, modifiées ou approuvées, aux préfets de département. Ces fonctionnaires les soumettent eux-mêmes aux conseils de préfecture, qui prononcent en dernier ressort. C'est long, mais dans cette marche d'expédition, il n'y a ni faveurs, ni fraudes, et les dégrèvements ont lieu s'ils sont justifiés.

Ici, on y met moins de cérémonie. On s'adresse aux assesseurs directement, et s'ils ne font pas droit aux réclamations, elles sont portées devant les tribunaux. Ces tribunaux décident, très arbitrairement, dit-on, ces sortes de contestations financières. C'est pour cela que nous avons demandé bien souvent l'établissement d'un tribunal du contentieux qui serait pour mission unique de s'occuper des procès auxquels peuvent donner lieu les actes de l'administration publique. Comme ces tribunaux du contentieux n'existent pas ici, il s'en suit que, s'il y a une inégalité d'assessement quelque part, cette inégalité reste et devient perpétuelle. Dans les vieux pays, encore, ces sortes de réclamations ne coûtent aux contribuables que des timbres de papier timbré, tandis qu'ici ils sont obligés de payer des frais de cour et d'avocat, frais qui dépassent les moyens des petits contribuables ou qui les effrayent, et c'est sur leur impuissance pécuniaire que certains assessments peuvent compter pour estimer convenablement et au hasard le plus grand nombre des propriétés.

Quant à l'institution d'un bureau d'égalisation, ce moyen pourrait établir quelque justice entre les contribuables comparaison de pareilles à pareilles, mais il n'paraît pas bien entre les comté

Canons comparées de propriétaire à propriétaire, et c'est dans ces estimations particulières que les plus grandes inégalités se font remarquer. Le bureau d'égalisation ne pourrait remédier à cela qu'en devenant un bureau d'assessement, lui-même, et alors quelle garantie les contribuables auraient-ils de plus ? Ce second bureau voudrait-il plus que l'autre ? Il voudrait moins peut être et peut être aussi demanderait-on qu'il en fût établi un troisième. Plus il y aura de bureaux d'assesseurs, plus il y aura de faveurs, et plus, par conséquent, il y aura de victimes. Nous ne connaissons, pour les contribuables, qu'un vrai moyen de protection, c'est une loi qui condamnerait à de fortes amendes l'assesseur qui en serait rendu coupable d'une injustice dans l'accomplissement de son devoir.

Les Novedades.—Le journal espagnol hebdomadaire, *Las Novedades*, publié à New York, deviendra journal quotidien à partir du 1er décembre. Cet organe des populations espagnoles a pour agent à la Nouvelle-Orléans M. Billard, libraire, encoignure Bienville et Chartres.

L'Union Française donnera, dans le courant de décembre, une fête de bienfaisance à laquelle seront invités MM. les visiteurs français. La direction de la Société se propose de donner à cette solennité un éclat exceptionnel.

—Le *National Zeitung* dit que, d'après un bruit qui court à Berlin, la question de l'annexion de l'Alsace-Lorraine à la France est sérieusement examinée.

Nous avons entendu et applaudi, hier soir, la charmante composition musicale "Gallop Electric Light" du sympathique chanceller du consulat de France, M. Hayden. Ce morceau, tout simplement délicieux et d'un grand effet, a été exécuté, avec beaucoup de talent et d'ensemble, par l'orchestre de M. A. Escbert, au salon de bière de M. Wenger.

Herr Schott, le célèbre ténor de Hannover Coeur Theater, et le meilleur chanteur de la musique de Wagner, vient de conclure un engagement de six mois, pour l'Amérique, avec Strakosch.

La troupe de concerts, avec Gerster, vient d'avoir un grand succès à Montréal.

La troupe d'Opéra italien doit débuter, le 28 du courant, à Baltimore.

La souscription est bonne ici et la demande de places augmente au fur et à mesure que la saison s'avance.

Josseffy.—On fait queue à Memphis pour avoir des billets d'entrée pour les concerts de Josseffy, concerts qui seront les locomotives. M. Emile Levy, sous les auspices duquel la troupe de ce grand pianiste vient dans la vallée du Mississippi, était hier de haute humeur, dit le *Public Ledger* de Memphis, car la vente des billets se faisait d'une manière extraordinairement rapide. La mouvement paraît spontané, et n'est avec un thousiasme que le public se précipite au bureau du contrôle. Josseffy sera accompagné par d'autres grands artistes qui ont obtenu, de leur côté, de brillants succès. Nous avons déjà parlé des ovations dont ce pianiste avait été honoré à San Francisco. Depuis lors, il s'avance dans l'Est, et, partout où il séjourne, il ravit ses auditeurs et fait la conquête des hommes les plus difficiles, des artistes même les plus rétifs à l'harmonie du piano.

THEATRE ST-CHARLES.—Beaucoup de monde hier soir à la représentation de la pièce de Herne, "Hearts of Oak," qui sera encore offerte aujourd'hui au public pour la dernière fois en matinée et en soirée.

GRAND OPERA HOUSE.—Les admirateurs du drame qui se joue depuis deux semaines à ce théâtre, n'oublieront pas qu'on doit distribuer aujourd'hui les souvenirs-programmes de ce grand spectacle, et que la gravure représentant la scène du radeau en pleine mer est des plus brillantes et des plus fines. Ces souvenirs-programmes seront échangés contre les cartes remises à la dernière représentation.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—Le nouveau tragédien fera demain sa seconde visite à la Nouvelle-Orléans, et paraîtra dans le rôle de Macbeth. Si Keene, comme nous n'en doutons pas, mérite seulement le quart de la réputation qu'on lui fait, il est sûr d'être accueilli ici avec une faveur marquée.

Extrait du *Foyer Créole* (paroisse St-Jacques) du 23 novembre :

Nous croyions l'été de la St-Martin fini. Samedi, le vent du nord-ouest souffla plus violent et plus froid que lors de sa première apparition et nous avions salué avec plaisir les premières gelées blanches; mais dimanche soir le vent a recouvert plus doux. Aujourd'hui que nous écrivons ces lignes, la pluie tombe, les moustiques se dégourdissent et viennent nous piquer les doigts. Cependant ce petit froid n'aura pas fait du mal aux cannes. La végétation, qu'entretenait les chaleurs des jours précédents, a été s'arrêter, et le rendement sera tant sait peu meilleur.

Les planteurs se plaignent de faire si peu de sucre avec ce qu'ils avaient mis leurs plus belles cannes. Les vieilles souches qu'ils ont roulées les premières, avaient, malgré leur chétive apparence, donné tant de satisfaction, qu'ils avaient fondé les plus belles espérances sur les cannes de seconde et de troisième année. Ainsi on nous disait encore hier que M. Urain Boudreaux trouvait jusqu'à un boucaut et demi l'arpent avec des souches de 3 ans.

Mais les habitants qui sont arrivés aux plants, au lieu de trois boucaute l'arpent qu'ils avaient rêvés, trouvent un boucaut et quart ou un boucaut et demi. C'est ce qu'on nous a assuré être le cas sur plusieurs habitations. Ces cannes ont beaucoup de jus, c'est vrai, mais elles sont trop vertes et donnent plus de mélasse que de sucre.

Dès le froid reviendra le bien venu, mais nous espérons que sa visite sera plus longue que celle de samedi.

—Jeunes et vieillies pour faire usage d'un excellent fortifiant, le Bitter Malakoff.

Guiteau est-il fou ?—Interrogé par un reporter du "N. O. Democrat" sur l'état mental de Guiteau, tel qu'il s'est révélé depuis l'assassinat du Président, le Dr Stanford Chaille a dit que le fait de l'assassinat, joint à la folie héréditaire de la famille de Guiteau, le langage de ce dernier dans le cours de son procès, constituent une forte présomption de folie chez l'accusé. Le docteur pense que la société aussi suffisamment protégée et vengée si l'on plaçait Guiteau dans un asile à perpétuité.

Le Dr Jones a hâte à répondre. Cependant il pense que, fou ou non, Guiteau mérite la corde. Il a soutenu son opinion en faisant de nombreuses citations de la Bible.

Le Dr Dickson Bruns a déclaré qu'il n'a pas d'opinion à ce sujet. Il croit que la folie est héréditaire dans la famille de Guiteau et que ce dernier, quelle que soit d'ailleurs son étiquettes morales et intellectuelles, n'est avoir en part de ce triste héritage, ajoute-t-il, quand un homme a des antécédents tels que ceux de Guiteau, il est capable de tous les crimes et il est inutile de chercher à deviner ce qui est bien et ce qui est mal. En résumé, l'opinion du docteur est que le pays serait un objet de dérision si un homme pouvait échapper à la punition méritée en plaidant la folie.

Le Dr F. Berde a hâte à donner son opinion. Depuis quatre jours, il n'a pas lu un seul journal, mais pensez par le rapporter d'exprimer l'opinion qu'il s'est formé de Guiteau à la suite de crime et des choses relatives à l'accusé, le docteur a répondu que Guiteau a hâte du mal de ce monde, la folie, et que, comme fou, il devrait être enfermé dans une maison de fous.

M. Beaudoin, l'ancien ambassadeur de France en Prusse, met la dernière main à un ouvrage qui aura pour titre : *Révélations d'un diplomate.*

Une hardie et féconde initiative.

La constitution, la cohésion persistante, l'action intelligente d'une forte majorité dans la nouvelle Chambre constituent aujourd'hui, à nos yeux, le vrai péril qu'il s'agit de rencontre à l'heure qu'il est, pour le plus grand avantage de la France et de la République.

Ce que veut le pays, c'est que la République soit un grand gouvernement. La démocratie n'a pas pris dans ses mains puissantes la direction du pouvoir et des affaires, pour que les intérêts permanents de la nation restent en souffrance. Au contraire, la France attend du gouvernement républicain une hardie et féconde initiative dans toutes les branches de l'activité nationale soudaine par une énergie à toute épreuve. Cette initiative ne peut se manifester que par l'accomplissement des réformes depuis longtemps reconnues nécessaires. A cet égard il n'y a dans la majorité qu'un sentiment unanime. Les anciens groupes parlementaires ne se sont pas reconstitués, et nous croyons que l'on a bien fait de ne point essayer de les remettre sur pied ; mais nous sommes encore plus sûrs que si l'on s'y essayait, aucun de ces groupes ne consentirait à lever, pour se distinguer des autres, le drapeau de la résistance aux réformes.

De même qu'après les élections du 14 octobre 1877 la majorité républicaine se hâtait investie du mandat en quelque sorte antérieur et supérieur à tous autres que ses membres avaient pu recevoir individuellement de leurs électeurs, de mettre la République hors de toute atteinte nouvelle de la réaction monarchique ; de même, après les élections du 21 août 1881, la majorité nouvelle sait qu'elle a pour mission de consolider la République en commençant à lui faire produire ses fruits naturels, c'est-à-dire des réformes libérales et démocratiques.

A cette mission personne ne prétend se soustraire. On demande pourquoi les membres de la majorité nouvelle ont montré si peu d'empressement à se rapprocher dans les anciens cadres : c'est que aui n'en a senti le besoin, car la besogne qu'il s'agit d'entreprendre et de mener à bonne fin comporte tout autre chose qu'une division qui serait tout artificielle ; elle est une action précise et continue qui ne peut réussir que d'une concentration de toutes les forces de la majorité. A quoi ces forces deviendraient-elles être employées ? A soutenir le gouvernement, qui prendra l'initiative des réformes ? Avec la résolution ferme de les procurer enfin à la démocratie.

Voilà ce qui est au fond de tous les esprits, et voilà ce qui ne peut tarder à s'en dégager. Tel est le trait dominant de la situation nouvelle. Le pays veut un gouvernement fort. La Chambre le sait, et pour que les réformes s'accomplissent, il faut constituer et soutenir un gouvernement qui ne soit pas tous les jours exposé à sombrer sous les yeux d'une majorité divisée.

Il semble donc qu'une situation aussi clairement définie, aussi nettement dégagée, aussi très-simple, car pour les hommes de cœur et de bonne volonté, qu'y a-t-il de plus simple que de faire son devoir quand on le connaît bien ? Oui, dirons-nous, la situation est simple : elle apparaît telle aux yeux du pays comme aux yeux des hommes d'Etat ; les plus clairvoyants en prennent les plus expérimentés. Mais les mille et mille passions qui naissent et se développent dans la vie publique viennent malheureusement la compliquer. La politique se fait avec des hommes et non pas seulement avec des idées, et les passions qui font leur force sont aussi celles qui font leur faiblesse. Qu'on s'observe sur le but qu'il faut atteindre ; on ne l'est pas sur la route à prendre et à suivre pour y parvenir. Le rôle nécessaire d'un chef, d'un guide, d'un homme qui prend la tête du mouvement pour entraîner les autres, on le devrait bien, et qui ne songe à en contester les nécessités ? Mais cet homme ne peut faire tout à lui seul : des collaborateurs, des auxiliaires, lui sont indispensables. Qui choisira-t-il ? Et par les choix qu'il fera, saura-t-il répondre à la confiance que tout le monde est prêt à lui témoigner ? Voilà cette situation très-simple de tout à l'heure qui apparaît maintenant avec toutes ses obscurités et toute ses périls !

C'est alors que l'on se demande comment cette majorité qu'il s'agit de constituer de manière à la rendre forte et durable pourra résister aux causes incessantes de division qui déjà la travaillent.

Selon nous, il n'est qu'un moyen pour les députés républicains de se tenir à l'abri des chances de désagrégation et d'éparpillement qui sont inévitables dans les luttes purement humaines ; c'est de faire comme le peyé, de ne vouloir à la fois qu'une chose, mais de la vouloir fortement. Encore une fois, ce que demande la France, c'est que la République soit à la hauteur de ses devoirs comme gouvernement ; c'est aussi ce que la majorité doit demander et ce vouloir à tout plus, c'est ce qu'elle a le devoir strict de faire, en se groupant résolue et compacte autour de cabinet à qui elle aura donné sa confiance. Nous admettons et nous désirons que la majorité ne donne sa confiance qu'en prenant toutes ses garanties, et seulement après de explications précises et complètes sur la politique qui sera suivie ; mais, le contrat passé, nous tenons pour une obligation rigoureuse de ne point le remettre en question à tout propos et hors de propos. Il faut savoir ce que le pays nous demande. Que veut-il ? Un gouvernement qui agisse au profit de la démocratie, c'est-à-dire de la nation tout entière. C'est ce gouvernement-là que la majorité devra soutenir et faire durer ; et c'est en le soutenant qu'elle s'assurera toutes les chances de durée, de force et de cohésion.

V.

(*La République Française.*)

Au nombre des passagers arrivés mercredi dernier à New York par le steamer *Canada* se trouvait M. Truy, consul suppléant attaché au consulat général de France à New York. La fonction que remplissent maintenant les consuls suppléants est analogue à celle attribuée autrefois aux élèves consuls, et la remplace dans la hiérarchie. M. Truy appartient à la carrière consulaire par son père qui était autrefois consul de France à Charleston. Il naquit là bien-tôt parmi nous, et il lui suffira de suivre les exemples d'amabilité et de civilisation pour les intérêts français qu'il trouvera auprès du consul général pour se concilier toutes les sympathies.

(*Courrier des Etats-Unis* du 22 novembre.)

Excellente musique et délicieuses consommations, tous les soirs, au Jardin Wenger.

Musique.—M. Philip Werlein, rue du Canal 124, a actuellement le stock de musique française de M. et Mme Blin, et a toutes nouveautés nouvelles pour son propre magasin. Il attend d'Europe un autre envoi prochain qui complétera son assortiment déjà complet à la Nouvelle-Orléans. La maison Werlein conserve sa vieille réputation et aussi toujours à la disposition de ses clients toute espèce de musique et d'instruments, particulièrement de grands pianos de Chickering pour salon, pianos les plus beaux qui aient jamais été inventés ici. On trouve encore dans son établissement les pianos Mathushek qui sont à l'épreuve de tout climat. Il les vend à des conditions faites à remplir et les personnes qui ont besoin de quelque chose en fait de musique ou d'instruments sont invitées à visiter son magasin.

45,000 demandes ont été déposées à la cour des terres en Irlande, pour obtenir la réduction des loyers sous le land bill. Les réductions demandées sont de 50 pour cent au-dessous des loyers déjà payés par les tenanciers.

La diva Patti s'est enfin aperçue que son directeur lui avait fait faire fausse route en fixant à $10 le prix d'entrée à ses concerts ; elle a rompu avec lui et lui a donné pour successeur un impresario américain bien connu par ses succès en ces matières, M. Abbey. Ce dernier a fixé le prix des places à $3, persuadé qu'il est que mieux vaut compter 2000 personnes présentes à ce taux que 75 à 1,000 dollars. C'est une arithmétique que le premier directeur n'avait pas comprise.

Le baron James Rothschild, mort dernièrement à Paris, n'avait que 377 ans. Six autres barons de Rothschild se trouvaient à la première mortalité en plaidant la folie.

Le Dr F. Berde a hâte à donner son opinion. Depuis quatre jours, il n'a pas lu un seul journal, mais pensez par le rapporter d'exprimer l'opinion qu'il s'est formé de Guiteau à la suite du crime et des choses relatives à l'accusé, le docteur a répondu que Guiteau a hâte du mal de ce monde, la folie, et que, comme fou, il devrait être enfermé dans une maison de fous.

C'est moi qui m'en fiancais de vos attiques ! Cependant si plusieurs hommes vous attaquaient à la fois ?

Je m'en fiancais encore pas mal.

A combien donc pensez-vous pouvoir tenir tête ?

Cela dépend. Si ce sont de braves gens, vous pouvez m'en envoyer une douzaine ; mais, baignons, si ce sont des coquins, vous pouvez m'en mettre la rue tout entière.

Nouvelles télégraphiques.

Etats-Unis et Chili.

Londres, 22 nov.—Le *Standard*, dans un article éditorial, dit que les relations nouvelles entre les Etats-Unis et le Chili ne peuvent être vues sans inspirer un sentiment de gêne. Si la politique du secrétaire Blaine doit être celle du président Arthur, juste au moment où l'horizon politique paraissait devoir s'éclaircir, les Américains sont sur le point d'entrer dans une carrière d'aventures extérieures, qui laisse prévoir de graves conséquences. La flotte américaine, une sorte de flotte fantôme, rencontrerait de sérieuses difficultés à avoir raison de la flotte chilienne.

FRANCE.

Paris, 22 nov.—A propos du traité anglo-français, on dit que les conviictions économiques de M. Gambetta ne sont pas assez profondes pour l'engager à faire une héroïque résistance aux vues de la Chambre.

Dépêche à sensation.

Le journal de Gambetta publie un télégramme venant de Londres, constatant que le fils de Bismarck, Herbert, est à Londres, chargé d'une mission secrète. Son but est d'offrir à l'Angleterre la possession de l'Egypte, à l'exclusion de la France, avec la garantie qu'aucun des pouvoirs ayant des intérêts dans la Méditerranée ne se permettra de résister à une pareille annexion.

La mission d'Herbert Bismarck.

Londres, 23 novembre.—Une dépêche de Paris dit que l'interprétation donnée par l'Allemagne aux affaires des relations cordiales qui existent entre la France et l'Angleterre, et qu'elle fait un effort pour ordre la discorde à propos d'une question extérieure entre ces deux grands pouvoirs.

Paris, 23 nov.—On dit que Gambetta visitera Londres aux fêtes de Noël. Il sera l'hôte de M. Dilke.

Le traité de commerce anglo-français.

Londres, 21 nov.—On télégraphie de Paris au *Manchester Guardian* : "L'entrevue de sir Charles W. Dilke, sous-secrétaire des affaires étrangères de la Grande-Bretagne, avec M. Gambetta et M. Rouvier, ministre du commerce, a été satisfaisante. Il paraît que M. Gambetta désire participer personnellement à la conclusion d'un traité de commerce anglo-français et a demandé à sir Charles Dilke un délai de deux à trois semaines, temps pendant lequel il doit organiser les divers départements ; il s'occupera ensuite du traité. Sir Charles Dilke a consenti à l'ajournement."

Le journal dit en outre : "Nous sommes d'affirmer que dans le cas où une circonstance imprévue retarderait la conclusion d'un traité la France accordera une nouvelle prorogation.

L'après le correspondant parisien du *Times*, l'accord existe maintenant sur tout excepté sur les tissages.

L'exposition d'électricité.

Paris, 21 novembre.—Quatre-vingt mille personnes environ ont visité hier l'exposition d'électricité. Une grande foule s'est déjà rendue aujourd'hui à cette exposition qui est déjà des spectacles les plus remarquables de la capitale. Le président Grévy a fait établir des communications téléphoniques entre l'Elysée et l'Opéra, l'Opéra-Comique et le Théâtre-Français. Il se propose de donner un hiver une série de fêtes téléphoniques.

M. Gambetta et le sénat.

Londres, 21 novembre.—L'échec de M. Hérold, candidat du gouvernement au fauteuil de sénateur inamovible, est regardé comme un acte de mauvaise humeur de la majorité contre le ministère. Si M. Gambetta ne fait pas entrer dans le cabinet M. Paul Bert au ministère de l'instruction publique et des cultes. Le correspondant parisien du *News* dit que le vote contre M. Hérold fournit un argument pour la prompte proposition de revision. Il ajoute que M. Gambetta ne peut attendre rien de plus du sénat tel qu'il est à présent constitué.

La *République française* éloigne la question difficile et délicate de la réforme électorale du sénat. Certains sénateurs, entre autres MM. Gilbert, Boucher et Bernard, en sont réformer la manière dont ils disposé à prendre l'affaire en discussion et qui a proposé d'augmenter les collèges électoraux en faisant voter tous les conseillers municipaux de France. La *République Française* proteste vivement contre cet arrangement par le motif qu'il augmenterait l'importance des électeurs ignorants des campagnes aux dépens des villes.

ALLEMAGNE.

Berlin, 23.—Le gouvernement a résolu de prolonger un an encore l'état de siége qui pèse sur Berlin, Hambourg et Leipsic à cause de la propagande révolutionnaire, dont les socialistes font usage pour détourner les soldats de leur devoir et de leur allégeance. Les démocrates de ces villes glorifient le régicide.

RUSSIE.

St-Pétersbourg, 23 novembre.—Le ministre de la guerre hésite à diminuer l'armée parce que le premier résultat de cette réduction serait de mettre dans une situation gênée une foule d'officiers qui joindraient alors les nihilistes.

MEXIQUE.

Mexico, 12 nov.—Le président est très malade ; il crache du sang. Il est un peu mieux aujourd'hui.

Le ministre des finances a donné sa démission. Trevino veut aussi abandonner le ministère de la guerre, il aura pour successeur Narrijo. Il y aura de nombreux changements dans le personnel des représentants à l'étranger.

Magistrature soumise.

Rêvons-nous ? « Il nous semble pourtant que l'année dernière, quand il s'est agi de la réforme de la magistrature, plusieurs députés de Paris et de Province, membres de l'"Union républicaine" et non suspects de tiraillements, votèrent pour l'élection des magistrats.

Nous ne dirons pas pour l'élection par le suffrage universel, mais simplement pour le principe électif comme base du recrutement du corps judiciaire.

Or, que lisons-nous dans le journal dont M. Spuller est rédacteur ?

"En proie à la monomanie anarchique qui pousse certains esprits malades à rechercher le chaos en restreignant à outrance l'autorité du gouvernement central, le publiciste avancé déclare, en effet, que tant que la magistrature sera nommée par le gouvernement, elle rendra des services partiaux et serviles."

Quel est ce publiciste avancé que la "République française" ne nomme pas ? Serait-ce M. Spuller lui même ! M. Spuller est publiciste, la "République française" en fait foi ; et il est avancé : non pas de l'avancé, dernière, on l'avoue, de l'élection de la magistrature, en fait foi également.

Donc, c'est peut-être M. Spuller que son collaborateur désigne ainsi par l'épithète "avancé." S'il ne l'appelle pas par son nom, c'est qu'il ne se contente pas de le déclarer avancé, ce qui est un degré, mais "anarchiste," et, qui plus est, "monomane."

Cette dernière qualification pouvant passer pour une injure, on compte que le rédacteur de la "République française" n'ait pas directement désigné son collègue et camarade M. Spuller.

Et si c'était M. Spuller lui-même qui se traitât de la sorte ? Car enfin, l'article est anonyme. M. Spuller, qui n'aurait jamais osé, publiquement, se traiter de fou, de maniaque, pis que cela, d'anarchiste, a pu s'affranchir des restrictions ordinaires qui existent entre le Prince et le Sujet, et s'adresser à lui-même à sa propre personne. M. Spuller a pu dire à Spuller :

"Tu es publiciste et tu es avancé, quoique tu le sois moins chaque jour. Tu es aussi un homme de grand bon sens, je le reconnais ; mais tu ne l'as pas toujours été. Anarchiste, fou, monomane, voilà ce que tu fus l'année dernière, quand tu votais pour l'élection de la magistrature. Voilà ce que j'ai l'honneur de te déclarer aujourd'hui, sans rétiscence, afin que tu sois prudent et sage à l'avenir."

Malheureusement, le publiciste de la *République française*", qui tance ainsi vertement l'autre publiciste avancé, et le traite de fou, ne donne pas lui-même une preuve bien grande de la puissance et de la sûreté de sa logique dans le raisonnement suivant, malgré que médiocre : "On contacte, dit-il, l'indépendance de la magistrature, nonobstant par le pouvoir.

Or nous avons une magistrature nommée par le pouvoir, et elle pousse, à l'égard du pouvoir, l'indépendance jusqu'à la révolte !"

Bel argument en vérité. Cette magistrature a été nommée par les monarchistes ; ! Et si elle ne rend plus de services, elle en rends ; c'est du moins la "République française qui nous l'a dit.

Voulez-vous donc une magistrature qui soit, vis à-vis du gouvernement républicain, ce que les magistrats de l'Empire ont été pour leur gouvernement à eux ?

C'est pourtant l'avec qui résulte de votre raisonnement.

Si vous ne manquez pas de logique, nous vous remercions de votre sincérité. Car nous savons désormais, en fait de magistrature comme de beaucoup d'autres choses, quel est votre idéal.

ALBERT DETHERS.

(*Le Courrier du Soir.*)

L'utilité de l'expédition française en Tunisie.

La campagne faite cette année, et qui dure encore, n'est qu'une étape nouvelle d'une grande entreprise qui nous a été léguée par notre histoire, et à laquelle nous ne pouvons nous soustraire. En réalité, l'occupation de Tunis n'est que la suite nécessaire de la conquête d'Alger. Depuis ce grand fait d'armes, c'est-à-dire depuis un demi-siècle, il y a toujours eu des retours offensifs de Pialamisme, encouragé par la jalousie des nations qui voient avec embarras notre établissement dans le nord de l'Afrique.

Le gouvernement de la paix à tout prix, comme on l'appelait, le gouvernement peu conquérant de 1830 soutint résolument cette lutte, qui fut également continuée par l'empire. On n'a pas été moins pelés que l'Angleterre, après beaucoup de protestations, a fini par accepter le fait accompli ; et nous devons bien dire que dans notre entreprise nous ne pouvons compter ni sur le bon vouloir de la Grande-Bretagne, ni sûr celui de l'Italie, ni sur celui de l'Espagne.

Il faut nous consoler en nous disant aussi que le gouvernement anglais, après avoir combattu, avec acharnement, le canal de Suez, en est devenu le principal actionnaire et le plus jaloux gardien ; que l'Italie verra bientôt qu'elle ferait mieux ses affaires, en Tunisie, que notre drapeau que nous le sien, et que l'Espagne a trouvé dans notre colonie un débouché dont elle profite au moins autant que nous. Nous voyons, par les pièces diplomatiques, que le gouvernement français a demandé à ses agents auprès pour les portes faites en Afrique par les nationaux, avait menacé d'interdire l'émigration. C'est à regretter que notre gouvernement n'ait pris un sérieux une décision semblable. La vérité n'est que nous sommes contraints de nous battre pour arrêter l'émigration, et que si les provinces de Carthagène et de Murcie sont abandonnées par leurs populations, c'est parce que ces exilés volontaires trouvent mieux à vivre chez nous que chez eux.

Avec le temps on arrivera à reconnaître que la conquête française est celle de la civilisation générale ; mais nous en sommes encore longtemps à combattre pour l'établir. L'insurrection que nous avons été obligés de réprimer énergiquement avait été longuement préparée. C'était un mouvement pareil à celui qui avait éclaté en 1871, au moment où l'on supposait la France complètement abattue et désarmée. Il a fallu une démonstration éclatante pour prouver à l'insurrection que nous avions la force, et pour dire à ceux qui l'avaient fomentée et encouragée qu'ils nous étions prêts à nous défendre. Mais la défense, on paraît ces, est nécessairement l'extension.

Ce n'est point par ambition territoriale ni par goût de conquête que les Anglais se sont agacés successivement jusqu'au point de se faire la guerre à eux-mêmes. Ils y sont été forcés par la loi de la conservation personnelle. Aussi, dès le commencement de l'expédition actuelle, avons-nous toujours protesté contre la trop grande facilité avec laquelle le gouvernement s'engageait à s'arrêter à tel ou tel moment, à tel ou tel point, et à ne pas aller plus loin. On n'est pas libre de ne pas quelque.

JOHN LEMOINNE.

(*Journal des Débats.*)

—Le Malakoff Bitter est une boisson à la fois grotesque au goût et ordonnance à la santé

Sur le trottoir :

—Enchanté de te rencontrer, mon cher, j'allais chez toi.

—Pourquoi faire ?

—J'ai besoin de vingt francs.

—Toujours des mêmes ! Je n'en ai que quinze sur moi.

—Donne-les toujours. Tu me devras cent sous.

Décédé hier, à l'âge de 54 ans, EUGÈNE DE LAGARRIGUE, natif de Toulouse, France, ex-membre de la 3e Compagnie de l'Artillerie d'Orléans, L. S. N. G., ainsi que du 13e Régiment de la Louisiane, C. S. A. Ses amis et connaissances, ainsi que ceux des familles Georges, Fleche, L'Hoste, Grégoire et Chauvet, sont invités à ces funérailles qui auront lieu aujourd'hui, samedi, à 2 heures de l'après-midi. Le convoi partira de l'Avenue d'Hôtel, rue St Pierre.

Les journaux de Toulouse sont priés de reproduire cet avis.

Décédé hier matin, à 6 heures un quart, à l'âge de 42 ans, JEAN OCTAVE FAMET. Ses amis et connaissances, ainsi que ceux des familles Perrot et Sauche, sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu cette après-midi, à 4 heures. Le convoi partira de sa dernière résidence, No 82 rue Bagdad, entre Dauphine et Royale.

Décédé, mercredi, 23 novembre 1881, à l'âge de 6 mois, RENÉ JOSEPH GELPI, fils de M. Alcide Jeanneville et de feu Henry Gelpi. Les amis et connaissances des deux familles sont respectueusement invités à l'enterrement qui aura lieu aujourd'hui, samedi, à 10 1/2 heures. Le convoi partira de la résidence de sa mère, 280 rue du Canal, entre Roman et Prieur.

MESSE FUNÈBRE.

Une messe sera célébrée lundi prochain, à neuf heures du matin, à l'église St-Maurice, pour le repos de l'âme de feu JEAN JACQUES. Les amis et connaissances de sa famille sont respectueusement invités à y assister.

26 nov—2t.

A vendre.

Le soussigné de la GROCERIE située encoignure des rues Conti et Bienville. Les locaux contient installations pour épicerie et bar, ainsi, résidence et emplacement pour le commerce de bois.

Le privilège du bail sera cédé à l'acquéreur.

Pour informations s'adresser à l'adresse ci-dessus.

26 nov—2t

Grande Ouverture ! Mme C. OLBERDING.

71 rue Royale, entre Conti & Bienville

INVITE les dames à venir examiner les nouvelles modes qu'elle vient de recevoir en fait de chapeaux, plumes, rubans, fleurs. Aussi un grand assortiment de nouveautés pour la Toussaint. Grand choix de corsets, feutres, pantoufles, fourrures de genre, et autres les articles que l'on peut désirer pour fleurs.

Le tout à très bas prix.

Ouvert de 8—Em D, Mar. S.

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.

Avis d'élection.—MM. les sociétaires sont priés de se rendre aux bureaux ordinaires des A'Aide, le DIMANCHE 27 courant, de midi à 5 heures du soir. Immédiatement après la clôture du scrutin, l'assemblée générale trimestrielle aura lieu et après l'assemblée il sera procédé au dépouillement du scrutin.

Par ordre du Président pro tem.,

J. LEELANC.

L. SIMON, Secrétaire. 24 nov—2t.

Mal des Garrons Blennaturateurs.—Des accouchements semblables causés depuis un long de la matinée des Garrons Rectangulaires, cette Cassi et Bourbon, jusqu'à lundi, 27 novembre à 8 heures P. M., pour la vente de restaurant, du jour-room et du vestiaire, chacun séparément, au plus offrant. Le comité se réserve le droit de rejeter toute offre qu'il croira nulle ou toute offre qui ne lui paraîtra satisfaisante.

20nov—7t LE COMITÉ.

PROFESSEUR.

Un homme d'un âge mûr, ayant une grande expérience de l'enseignement, désirerait trouver une place de [illegible] en ville, soit à la campagne. Il peut enseigner outre les langues an